APPEL INTERSYNDICAL

Après la réussite des manifestations le 27 mars, poursuivons la mobilisation le 3 avril avec la Fonction Publique pour le service public de l'Enseignement Supérieur et la Recherche

Ces dernières semaines, en particulier les 11 et 27 mars, de nombreuses mobilisations dans l'Enseignement supérieur et la Recherche (ESR) ont rassemblé des milliers de personnes, personnels et étudiant·es, contre la casse du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les personnels et étudiant·es mobilisé·es dénoncent les coupes budgétaires imposées aux universités, aux organismes de recherche et au CROUS, ainsi que les résultats de la campagne d'évaluation de la vague E par le HCERES qui mettent en danger des centaines de formations publiques qui accueillent et diplôment plus de 50 000 étudiant·es.

Nos organisations appellent à poursuivre la mobilisation dès maintenant, y compris par la grève.

En parallèle, dans le cadre du mouvement "Stand Up for Science" des milliers de personnes ont également exprimé avec force leur indignation face à la politique engagée par l'administration Trump-Musk contre le savoir et celles et ceux qui le produisent et le diffusent à l'échelle de l'ensemble de la société.

Alors que les besoins de la recherche publique face aux défis sociaux, économiques et environnementaux qui se présentent et qu'une formation de qualité pour toutes et tous n'ont jamais été aussi essentiels, que la science et les scientifiques sont menacés aux Etats-Unis, et plus largement partout dans le monde, nos organisations appellent toutes et tous les collègues et étudiant·es à se mobiliser, et à participer massivement à toutes les actions, rassemblements ou manifestations organisés localement, le jeudi 3 avril, partout en France dans le cadre de l'appel intersyndical de la Fonction Publique.

À Paris, nos organisations appellent a rejoindre le rassemblement organisé à 12 h devant le ministère de l'économie à Bercy.

Nos organisations exigent notamment :

- un budget rectificatif afin de garantir les campagnes d'emplois, les budgets de fonctionnement et d'investissement indispensables pour assurer la rentrée universitaire 2025 dans des conditions décentes et permettre aux organismes de recherche de mener à bien leurs missions en refusant que le contexte international serve de prétexte à la paupérisation de nos services publics ;

- une préparation du budget 2026 - pour lequel les discussions s'ouvrent actuellement dans les établissements - qui prenne en compte les besoins réels du service public de l'ESR (voir les revendications de l'intersyndicale dans le dossier de presse du 10 décembre) ;

- la mise en œuvre de la réforme systémique des bourses, l'augmentation des contrats doctoraux, l'abandon de toute mesure qui conduirait à une augmentation des frais d'inscription, le développement du CROUS et de l'aide au logement et aux repas pour toutes et tous les étudiant·es ;

- un bilan de la campagne d'évaluation des formations par le HCERES qui vient de se terminer et la neutralisation des avis de la vague E ;

- l'abandon de tout projet de type "key labs" au CNRS et dans les autres EPST qui vise à concentrer les moyens pour rendre admissible la réduction des crédits ;

- l'augmentation du point d'indice et des mesures salariales générales ;

- la suppression de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés maladie.

Paris, le 31 mars 2025